

Dans la rue le 5 décembre!

À l'unanimité, le Conseil national qui s'est tenu le 23 novembre a adopté une motion qui explique pourquoi les socialistes soutiennent le mouvement social qui débutera le 5 décembre.

« À l'appel de plusieurs fédérations et confédérations syndicales, un préavis de grève reconductible a été déposé pour le 5 décembre prochain et un appel à manifester a été lancé afin de protester contre la réforme des retraites inscrite à l'agenda politique par le président de la République.

En entretenant volontairement le flou sur une réforme qui semble conçue uniquement dans une logique comptable au détriment du niveau des pensions et de la solidarité collective, le président de la République et le gouvernement méprisent les craintes légitimes de nos concitoyens.

Nous réaffirmons notre attachement à un système de retraite qui place en son cœur la solidarité par la répartition, qui prend pleinement en compte la pénibilité du travail, qui reconnaît les carrières longues et le droit à une retraite progressive, et qui assure à tous les retraités un revenu juste et décent.

Mais la mobilisation du 5 décembre est devenue plus qu'un rassemblement pour la défense des retraites. Chaque jour, nous mesurons la volonté d'un nombre croissant de citoyens de poser un acte de combat face aux inégalités qui déchirent le pacte social, face aux politiques du gouvernement qui précarisent les plus fragiles et renforcent les plus privilégiés, au détriment des classes moyennes et populaires.



Non aux inégalités!

Réforme des retraites, de l'assurance-chômage, dégradation des services publics - l'état de l'hôpital public est l'exemple le plus criant - précarisation croissante du travail illustrée par la situation des travailleurs des plateformes numériques ou encore colère croissante de la jeunesse face à ses conditions dégradées de vie, d'études ou d'entrée dans la vie active. Voilà autant de raisons supplémentaires de se mobiliser le 5 décembre pour dire STOP à une politique néolibérale qui fait système et sape les fondements de notre pacte social par la destruction de l'État social, l'accroissement des inégalités dans les territoires, l'individualisation des mécanismes de solidarité et l'escamotage permanent du dialogue social.

Ainsi, le Parti Socialiste apporte son soutien à la manifestation du 5 décembre et appelle ses militants et sympathisants à se joindre aux cortèges pour dénoncer une vision de la société qui se résume à la loi du premier de cordée.

Ensemble, défendons notre modèle social et les services publics qui sont nos biens communs ; ensemble, appelons au retour de réformes solidaires et de progrès social ; nous voulons une vie digne pour toutes et tous, un salaire juste, une action publique au service de l'émancipation et de la solidarité collective. »

CAP
FINISTÈRE
26 B, rue Aristide-Briand
29000 QUIMPER
DÉPOSÉ LE 28/11/2019

SITE DE DEPOT
P1
LA POSTE
DISPENSE DE TIMBRAGE

Intérêt général

Il faut que ce gouvernement fasse très attention au rôle qu'il laisse jouer aux lobbies s'il ne veut pas que l'ensemble de son action soit suspectée.

Nicolas Hulot a démissionné pour dénoncer l'influence et l'omniprésence des représentants de celui de la chasse dans les couloirs de son ministère et même de l'Élysée.

Il y a quelques jours, un quarteron de député.es, dont celle de la 7^e circonscription du Finistère, célébraient le 25^e anniversaire de l'agence Com'public comme si une agence de communication était une entreprise banale et que les parlementaires étaient des invité.es anodins.

Alors que l'opération visant à promouvoir un « dry january » semble avoir été enterrée, on constate que le lobby de l'alcool est même capable d'interrompre une opération de communication de santé publique.

C'est la crédibilité de l'action publique qui serait menacée si ce genre d'événements venaient à se multiplier.

Paroles, paroles, paroles...

Le compte n'y est pas... Voilà comment on peut résumer l'état d'esprit des élu.es à l'issue du 102^e Congrès des maires qui s'est tenu les 19, 20 et 21 novembre. À tel point qu'à l'issue de ce rassemblement national, l'ensemble des associations d'élu.es ont adopté une motion particulièrement virulente à l'encontre de la politique fiscale menée par le gouvernement.



François Rebsamen

« **L**e discours du Président manquait d'un grand souffle décentralisateur dont la France a besoin. De bonnes intentions mais sans précisions. Nous attendons des preuves de cette bonne volonté annoncée », a résumé François Rebsamen, président de la Fédération Nationale des Élus Socialistes et Républicains (FNESR).

Du discours d'Emmanuel Macron devant le 102^e Congrès des maires, on ne retiendra que : « **Vous m'avez tant apporté** ». C'est un peu court.

Surtout si, comme André Laignel, numéro 2 de l'Association des maires de France, on se souvient du discours prononcé il y a 25 ans par François Mitterrand pour le 77^e congrès, quelques

semaines avant les élections de 1995 : « **Dans vos regards et vos attitudes, il me semble voir la France... On ne peut rien faire avec la France si on ne l'aime pas. Qu'est-ce que vous faites, vous, tous les jours ? Dans vos paysages, vos collines, vos montagnes et vos plaines, il arrive des moments de votre vie où vous vous arrêtez : vous regardez autour de vous, vous respirez l'air délicieux de cet automne et vous vous dites, "Comme il fait bon vivre chez nous" même s'il y a trop de malheur, trop de tristesse, trop de détresse. Voilà la France qu'il faut servir, c'est ce que vous faites... alors bon courage, bonne chance** ».

« Avec la fin de la taxe d'habitation, c'est un nouveau cadeau fiscal pour les plus aisés. »

Depuis deux ans, le président de la République et son gouvernement remettent en cause les principes essentiels de la décentralisation, à savoir la libre administration et l'autonomie financière des collectivités territoriales.

Depuis 2018, les dépenses de fonctionnement des collectivités territoriales sont encadrées, ce qui laisserait à penser que les maires et présidents de Départements ou de Régions doivent être surveillés de manière à ce qu'ils n'augmentent pas le déficit de l'État. Or, les collectivités, dans leur ensemble, dégagent un excédent budgétaire depuis 2016, à l'inverse de l'État qui a creusé son déficit à près de 98 milliards d'euros en 2019.

Supprimer un impôt injuste, en

l'occurrence la taxe d'habitation, ne garantit pas une fiscalité plus juste. Près de 5,1 millions de foyers ne payaient déjà aucune taxe d'habitation et ne bénéficieront donc pas de cette mesure, tandis que 20% des Français recevront 8 milliards d'euros, soit autant que les 80% issus de la classe moyenne qui la paient. Avec la fin de la taxe d'habitation, c'est un nouveau cadeau fiscal pour les plus aisés.



Pour une vraie décentralisation

Par ailleurs, la suppression de la taxe d'habitation ne sera pas intégralement compensée aux communes. En 2020, ce seront 250 millions d'euros qui manqueront aux communes et intercommunalités. S'agissant des Départements, ils perdront en 2021 leur principal levier fiscal alors qu'ils doivent répondre à des besoins sociaux toujours plus croissants. La motion des associations d'élu.es exige, notamment, **« que l'autonomie financière des départements soit préservée et donc que les Départements conservent la liberté de fixer l'impôt. »**

Pour le Parti Socialiste la conclusion de ce congrès est sans appel : **« le président de la République n'a toujours rien compris à la décentralisation ».**

Non merci...



Cette année encore, Yohann Nédélec, maire du Relecq-Kerhuon, a décliné l'invitation du président de la République à se rendre à l'Élysée. Il s'en est expliqué dans une lettre ouverte.

« Depuis que l'Assemblée nationale a voté la disparition de la taxe d'habitation et en complément des nombreuses baisses de dotations que nous avons subies, je sais ce que représente de faire des économies pour une ville. Vous même avez exigé avec le « Pacte de Cahors » que certaines villes, ainsi que les métropoles, ne dépassent plus 1,2% d'augmentation par an en dépenses de fonctionnement sans quoi, nous serions à l'amende. Monsieur le Président, le budget de l'Élysée est passé de

103 millions d'euros par an à 105 pour 2020 (+1,94%). Dans le même temps, nous, nous perdons des recettes, l'on nous prive des leviers qui nous permettent d'investir pour l'avenir et pire, on nous montre du doigt comme si nous étions de mauvais gestionnaires. Nous sommes, au quotidien, à la portée de nos administrés. Que vois-je ? Que l'on nous demande à nous, élus locaux, de nous serrer chaque jour un peu plus la ceinture et qu'en face, au siège de la présidence, le budget continue d'augmenter. J'ignore combien coûtera la réception pour les maires, probablement une goutte d'eau dans le budget global ; mais la décence voudrait qu'après le mouvement des Gilets Jaunes, qu'après ce que votre majorité a voté pour diminuer nos capacités d'investissement, vous ne fassiez pas cette soirée privée aux frais de la République. Votre seule présence au Congrès des maires suffisait amplement à satisfaire les premiers édiles de notre République. Moi le premier. »

De l'assiette à la planète

Au fond de nos assiettes, il y a le travail des agriculteurs, d'ici ou de l'autre bout du monde, le savoir-faire des artisans ou l'ingéniosité des techniciens de l'industrie agroalimentaire et même, parfois, on peut y trouver l'équilibre géostratégique du monde.

Le 16 novembre, à l'initiative de Dominique Potier, député de Meurthe-et-Moselle et secrétaire national du Parti Socialiste chargé de l'agriculture, de l'alimentation et du développement des ruralités, s'est tenu à Nantes, un forum intitulé « De l'assiette à la planète, agir à gauche dans nos territoires ».

Ce rassemblement, co-organisé par le PS, la Fondation Jean Jaurès et le Parti des Socialistes Européens a permis d'aborder tous les enjeux autour de l'alimentation, du local au global. Car c'est bien autour de cette question que s'organisent les grands défis environnementaux, sociaux, sanitaires ou politiques que nous devons relever.

Or, il est possible, dans toutes les collectivités, d'agir en cohérence avec l'idée que nous portons du développement durable.

C'est ainsi que Nathalie Sarrabezolles a pu présenter le projet de PAT (Projet Alimentaire de Territoire) du Finistère qui vise à promouvoir les circuits courts, à garantir une alimentation de qualité pour tous et à lutter contre les gaspillages.

Guillaume Garot est d'ailleurs revenu sur la loi qu'il a porté sur ce sujet lors

du dernier quinquennat. « **30% de la production alimentaire n'est pas consommée** », a-t-il rappelé. Chaque Français, en moyenne, jette 20 à 30 kg de nourriture chaque année ce qui représente environ 100 euros. Sa loi a eu des effets bénéfiques, notamment en obligeant les grandes surfaces à donner leurs invendus à des associations. Mais il faut aller plus loin car, trop souvent encore, il ne s'agit que d'un transfert de poubelles puisque les aliments ne peuvent pas être distribués ou consommés pour des raisons logistiques.



Pour un nouveau congrès du globe

Face à tous ces enjeux, Olivier Faure a fait un rêve : que l'ensemble des organisations politiques, associatives et syndicales et des citoyens qui partagent la même ambition se retrouvent pour un congrès du Globe. Pour les socialistes, ce terme évoque bien sûr le nom de la salle parisienne dans laquelle fut fondée, en 1905, la Section Française de l'Internationale Ouvrière (SFIO). Qui sont les Jaurès et les Guesdes du XXI^e siècle ? Sans doute se divisent-ils sur des questions importantes, mais pas essentielles, surtout par rapport aux défis que nous devons relever.

En finir avec les violences sexistes

Près de 250 personnes se sont retrouvées à Brest le 23 novembre à l'appel de plusieurs organisations syndicales et politiques, dont le Parti Socialiste, pour dénoncer les violences sexistes et sexuelles et appeler le gouvernement à prendre des mesures énergiques pour éradiquer les violences sexistes.

C'est à dix voix que les représentantes de plusieurs organisations ont lu une déclaration commune :

« Chaque jour, dans notre pays, des femmes sont victimes de violences psychologiques, verbales, économiques, médicales, physiques ou sexuelles. Une femme meurt tous les deux jours assassinée par son compagnon ou son ex-compagnon. Qu'elles aient lieu à la maison, au travail ou dans la rue, les violences ne sont pas une fatalité. Jamais.

Avec ce rassemblement, nous disons notre exigence d'un monde dans lequel les violences n'ont pas leur place. Les femmes et les enfants, aujourd'hui victimes de violences, peuvent être protégé·e·s. Les femmes et les enfants en danger peuvent être mis·es en sécurité. Les criminels doivent être sanctionnés.

Avec ce rassemblement, nous rappellons que c'est notre droit

fondamental de vivre à l'abri des violences. Ce droit est chaque jour bafoué dans une indifférence qui nous sidère.

Avec ce rassemblement, nous faisons entendre nos voix dans chaque famille, entreprise, administration, quartier, école, hôpital et association. Dans tous les espaces de vie, la question des violences doit être posée. Et traitée.

Avec ce rassemblement, nous portons la voix de celles qui ne peuvent plus parler. Celles qui ont été assassinées parce qu'elles étaient des femmes. Nous proclamerons notre colère de voir que les pouvoirs publics leur ont tourné le dos, classant leurs plaintes, refusant d'entendre leurs appels à l'aide.

Avec ce rassemblement, nous faisons en sorte que les pouvoirs publics prennent enfin des mesures à la hauteur. »



Le 23 novembre à Brest

Agenda

30 novembre
10h00 : Conseil fédéral
à Brest.

1er décembre
10h00 : Réunion du
BREIS à Pontivy.

7 décembre
14h30 : Formation
sur le financement
de la campagne des
Municipales, pour les
communes de moins
de 9 000 habitants, au
local du PS à Châteaulin.
Inscriptions : 02 98 43 41 79
ou fede29@wanadoo.fr

Cap Finistère Le Breton Socialiste

CPPAP 1222 P 11428
N° 1290 - Vendredi 29 novembre 2019
www.ps29.bzh - cap-finistere@wanadoo.fr
26 B, rue Aristide-Briand - 29000 QUIMPER
Tél. 02 98 53 20 22

Directeur de la publication : Kévin FAURE

Rédacteur en chef : Jean-Yves CABON
Tél. 02 98 43 44 39
13, rue de Portzmoguer - 29200 BREST

Impression : Presses Associatives du Finistère
Tél. 02 98 43 11 44

S'abonner

Nom :

Prénom :

Adresse :

.....

.....

Abonnement papier

Abonnement numérique

..... @

Adhérents : 25 euros (papier) ;
20 euros (numérique)
Non adhérents : 50 euros (papier) ;
35 euros (numérique)

Chèque à l'ordre de :
ADFFFPS

En finir avec le jacobinisme

Jean-Christophe Cambadélis

Dans Le dîner des présidents, (éditions Kero) Jean-Christophe Cambadélis imagine que tous les anciens chefs de l'État se retrouvent dans un restaurant grec pour trouver une solution à la crise des gilets jaunes. Mais ce roman donne surtout l'occasion à l'ancien Premier secrétaire du PS d'exposer ses convictions sur l'état de la France et de la Gauche.

Cap Finistère : Pourquoi avoir opté pour un roman et pas un essai ?

Jean-Christophe Cambadélis : Mon objectif était de réfléchir à une nouvelle offre pour la Gauche. Mais dans le moment présent, il me semble que les lecteurs sont plus sensibles au caractère romanesque qu'aux thèses comme elles pouvaient être publiées auparavant.

Cap Finistère : On peut résumer ton point de vue par une formule : « Le jacobinisme et le présidentielisme, voici les ennemis ». Pour toi, à quoi ressemblerait une France décentralisée ?

Jean-Christophe Cambadélis : Il y a deux thèses dans ce roman. La première est le concept de l'intégrité humaine et la société décente permettant d'unir le social et l'écologie et fixer comme but à l'action publique une nouvelle société.

Le second concept est celui d'une démocratie décentralisée rompant avec le centralisme jacobin qui étouffe, bloque et entrave l'initiative des Français.

Et la vraie décentralisation exige une autonomie financière basée sur une fiscalité foncière, la TVA, les droits de mutation, etc. La redéfinition du rôle des préfets centré sur le régalien. Les régions doivent avoir la compétence pleine et entière dans le domaine économique, la gestion des fonds européens ou l'aménagement du territoire. Et il faut qu'elles en acquièrent de nouvelles dans des domaines comme les mobilités et les transports, l'urbanisme commercial, la transition écologique ou encore la participation aux orientations de la BPI (Banque Publique d'Investissement). Bref un nouveau compromis historique entre le jacobinisme recentré sur le régalien et les régions sur le bien-vivre.

Cap Finistère : Pourquoi ne l'avons-nous pas fait ?

Jean-Christophe Cambadélis : Historiquement, la décentralisation c'est la gauche, en particulier avec François Mitterrand et les lois Mauroy Defferre, qui l'a faite en rompant avec la centralisation gaulliste. Mais nous avons cru que nous avions réussi alors

que, trop souvent, nous avons juste transféré le modèle Jacobin au niveau des régions. C'était aussi sans compter sur les forces de résistance centralisatrice de notre pays, concentrées en particulier à Bercy. Or, avec l'arrivée au pouvoir d'Emmanuel Macron, nous assistons à une recentralisation. Mais ce n'est pas une surprise puisqu'Emmanuel Macron l'avait déjà théorisé en expliquant que la France avait besoin d'un patron, comme une entreprise. Enarque, chef d'entreprise, membre de l'inspection des finances, il ne pouvait pas en être autrement. La suppression de la taxe d'habitation, dénoncée par l'ensemble des élus locaux est un bon exemple de la manière dont ce pouvoir bride les collectivités locales. Tout comme le discours du Président prononcé devant le congrès des maires est très révélateur de sa conception verticale du pouvoir. Il leur a dit : « Vous m'avez tant appris », alors qu'il aurait dû dire : « Vous avez tant apporté à la France ».

Cap Finistère : Et comment réduire le présidentielisme ?

Jean-Christophe Cambadélis : Je crois, même si je le regrette, que les Français sont très attachés à l'élection du président de la République au suffrage universel. Cependant, je propose d'abroger l'article 40 de la constitution qui interdit au Parlement d'être maître du budget. Nous sommes la seule grande démocratie dans le monde où l'exécutif décide de tout. Et cela revient à donner tous les pouvoirs à Bercy.

Cap Finistère : Pensaistu qu'il y aurait un acte 54 des gilets jaunes ? Et comment en finir ?

Jean-Christophe Cambadélis : Non, je ne pensais pas que ça durerait plus d'un an. Ce mouvement perdure parce qu'il s'appuie sur deux éléments : la question du pouvoir d'achat et un profond sentiment de relégation. Or, aucun de ces deux moteurs ne s'est arrêté. Même si le chômage baisse, les salaires stagnent et avec l'inflation, le pouvoir d'achat est toujours en berne. Ensuite, une grande partie de la population a le sentiment d'être aux marges de la société. Que la réussite, c'est toujours pour les mêmes.

Comment on s'en sort ? En inventant une nouvelle offre politique à Gauche, écologique, numérique et sociale, décentralisatrice et démocratique. C'est ce que nous devons construire dans les prochaines élections municipales, départementales et régionales.

